
Études de cas sur le plaidoyer**LE LOGEMENT DES JEUNES EN ASIE CENTRALE**

PAYS :	Asie centrale
THÈMES :	Enfants et éducation ; droits humains, terres et propriété ; stigmatisation et discrimination
APPROCHES DE PLAIDOYER :	Consolidation des relations ; sensibilisation des membres de la communauté ; représentants du gouvernement : lobbying ; représentants du gouvernement : les rencontrer ; mécanismes juridiques

Dans certaines régions d'Asie centrale, les jeunes qui ont grandi dans un foyer pour enfants ont souvent des difficultés à se loger à l'âge adulte. En effet, l'État n'offre une aide financière qu'aux mineurs et s'attend à ce qu'ils se débrouillent seuls lorsqu'ils atteignent 16 ou 17 ans. En conséquence, beaucoup de jeunes se retrouvent sans abri et en état de vulnérabilité. Ils finissent souvent par vivre dans la rue, où ils sont victimes de maltraitance et vulnérables à la traite des personnes.

Cette situation a tellement préoccupé un partenaire de Tearfund qu'il a décidé, avec d'autres acteurs, d'œuvrer à changer l'attitude de la société à l'égard des orphelins et autres enfants résidents de foyers. Il voulait que les gens comprennent que ces enfants se trouvaient dans ces situations pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Ce partenaire a également coopéré avec des fonctionnaires compatissants pour intervenir auprès du gouvernement afin qu'il apporte des changements dans la législation relative au logement des jeunes. Une loi qui prévoyait des dispositions pour les jeunes qui quittaient les foyers pour enfants n'était pas appliquée. Notre partenaire a assisté à de nombreuses réunions avec les représentants du gouvernement et sa persévérance a finalement abouti à l'introduction de changements nécessaires dans la législation. Les jeunes ont ainsi pu non seulement exercer plus efficacement leur droit à un logement à la sortie d'un foyer pour enfants, mais aussi accéder à des services essentiels pour lesquels ils devaient avoir une adresse officielle, comme les soins de santé et l'éducation, et postuler à des emplois. Le gouvernement a également accepté de fournir des terres appartenant à l'État dans la capitale pour y construire des logements pour les jeunes les plus vulnérables.

Le gouvernement a jugé ce travail tellement remarquable qu'il a décerné un prix au dirigeant de notre organisation partenaire, pour rendre hommage à son activisme et à sa défense des droits humains.